

28 Août 1940, jour de libération et d'espérance

La portée de l'acte des colonies de l'Afrique Equatoriale Française se ralliant au Général de Gaulle est très haute et dépasse de beaucoup l'importance de son domaine immédiat. Car la France libre a acquis par là une entité territoriale, politique, militaire qui la rend légitime gérante d'une partie du patrimoine national, dépositaire des attributs de la Nation et, même, rempart des lois françaises depuis que le gouvernement de Vichy a abdiqué, entre les mains de l'ennemi, la souveraineté et, pour y réussir, outrageusement violé la constitution.

La France libre revendique, dans le domaine international, tous les droits de la France et entend les faire valoir en toute occasion. Elle le peut, parce qu'elle reste dans la guerre et prouve ainsi qu'elle prétend vaincre, ce qui lui permet de dénier toute valeur de droit aux passagères conquêtes du vainqueur du moment.

Grâce à elle, nul ne pourra jamais opposer à la France des abandons consentis. Nous serons toujours présents pour affirmer les droits de notre pays, et nous serons écoutés, parce que nous n'aurons jamais cessé de les proclamer. En outre, nous restons fidèles aux institutions du pays tant qu'il n'aura pas décidé lui-même de les modifier librement et normalement.

Général de Larminat

Haut Commissaire de l'Afrique Française Libre
extrait d'un discours prononcé à Brazzaville le 13 novembre 1940.

Dès l'annonce de la conclusion d'une convention d'armistice avec l'Allemagne, l'A. E. F. a joué son rôle dans le concert des voix françaises qui s'est alors élevé dans le monde, afin d'inciter le gouvernement de Bordeaux à se transporter en Afrique du Nord et à continuer avec l'Empire la guerre aux côtés de nos alliés.

Différents organismes, associations ou Chambres de Commerce locales adressèrent des motions ou des appels aux autorités coloniales ou métropolitaines pour leur demander la constitution d'un *bloc africain* décidé à continuer la lutte et à résister coûte que coûte à l'emprise germano-italienne.

A Brazzaville, le 21 juin, les Anciens Combattants avaient convié toute la population française à une réunion au cours de laquelle devait être adoptée une motion à adresser au Gouverneur Général, M. Boisson.

Déjà désireux de ne pas se compromettre aux yeux des dirigeants de Vichy et afin d'éviter d'être mis dans l'obligation de prendre une décision devant une manifestation trop éclatante de l'opinion publique, Mr. Boisson intervint auprès du Président de l'Association des Anciens Combattants et obtint que cette réunion n'eût pas lieu.

Dans une allocution radiodiffusée le 23 juin, il demandait à tous de « garder, dans l'angoisse des heures qui passent le calme et le recueillement qui s'imposent » ; il disait « avoir pris contact avec les Gouverneurs Généraux et les Résidents Généraux du *bloc africain* » et qu'il lui appartiendrait bientôt « non pas de formuler des vœux, mais de nous engager tous ».

Ces paroles ne calmèrent pas l'émotion soulevée par la nouvelle, confirmée le 23 juin, de la signature de l'armistice franco-allemand. Du monde entier arrivaient au Maréchal Pétain des messages proclamant la volonté de l'Empire de poursuivre la lutte. Un Comité National s'était constitué à Londres avec l'accord et l'appui du gouvernement britannique. L'émouvant appel du général de Gaulle avait profondément remué les cœurs.

Le 24 juin, le bruit se répandait qu'une réunion avait lieu dans un hôtel de la ville. De nombreux officiers et sous-officiers de la garnison y assistèrent ainsi que d'anciens combattants, des fonctionnaires et des colons. Cette réunion devint houleuse à la suite de l'intervention maladroite du général Husson qui fit intimer l'ordre aux officiers et sous-officiers de rentrer à leurs domiciles. Tout se termina cependant dans le calme à l'annonce que le Gouverneur Général ferait le lendemain une déclaration définissant la position de l'A. E. F.

Cette position ne fut cependant pas définie. M. Boisson demanda à tous d'attendre et de lui faire confiance. L'attitude de l'A. E. F., laquelle ne représente qu'un apport mineur dans l'ensemble des forces de l'Empire, ne devait pas être différente de celle prise par l'Afrique du Nord et de l'A.O.F. et il convenait de « laisser à la situation le temps de se préciser et aux hommes, sur qui pèsent les plus lourdes responsabilités, le temps de se concerter ». Mais à ces paroles si raisonnables à l'époque et qui devaient nous abuser longtemps encore, M. Boisson déjà engagé avec Vichy et qui ne cherchait qu'à gagner du temps, ajoutait maladroitement des menaces à l'adresse des patriotes qui, selon son expression, « manquaient de calme ». Il déclarait que ce manque de calme ne serait pas toléré qu'il ne céderait à aucune sommation de l'opinion publique et qu'insensible à toutes les critiques, assuré de son patriotisme, conscient de ses responsabilités, il accomplirait son devoir de chef tel que le lui dictait sa conscience.

Dès cet instant nombreux furent ceux qui, sans en connaître les vraies raisons comprirent que M. Boisson n'avait qu'un but : naufrager le *bloc africain*.

Deux jours plus tard, la radio de New-York annonçait la nomination de M. Boisson, au poste de Haut-Commissaire de l'Afrique Noire à Dakar, promotion attendue évidemment et qui ne surprit que les braves gens de Brazzaville. M. Boisson, craignant les réactions de l'opinion, démentit aussitôt cette

nomination... mais s'empressa de faire ses malles.

Les commentaires allaient leur train, malgré les démentis. La confiance dans le « chef responsable » s'en allait. Mais celui-ci ne cherchait qu'à gagner une semaine ou deux. Sa décision était prise depuis longtemps. Pour arriver à ses fins, il lui fallait résister adroitement à l'opinion publique. Voyant venir la crise, il usa de beaucoup de sens psychologique, procédant « par étapes successives », selon sa propre expression, ne reculant devant aucun mensonge pour abuser quelques jours de plus la population.

Au début de Juillet il crut le moment favorable pour se découvrir et le 6, dans une déclaration radiodiffusée il définissait enfin sa position, celle qu'il imposait à l'A. E. F. Après nous avoir informé de la non constitution du bloc africain il nous exposait, en phrases adroites certes et qui paraissaient sincères, son douloureux débat de conscience. Il rappelait qu'en sa qualité de Chef d'ancien Combattant, mutilé dans sa chair, il avait le droit de parler en chef et de nous dire où était notre devoir de Français. Il invoquait les *impérieuses raisons françaises* qui avaient, disait-il, décidé de l'attitude des Gouverneurs et Résidents Généraux et des grands chefs militaires de l'Empire. Mais ces raisons ces impérieuses raisons françaises, il *confessait ne pas les connaître*. Il terminait cependant en affirmant l'intégrité de l'Afrique Equatoriale Française et qu'il ne faillirait pas à son devoir de la conserver intacte.

Mais tout ceci n'était que verbiage destiné à faire accepter la nouvelle, bientôt confirmée, de son départ pour Dakar. Et le chef qui, le 6 juillet, nous déclarait solennellement qu'il n'attendait rien de personne, le 13 annonçait officiellement sa nomination et le 20 prenait l'avion pour Dakar. Le drame de conscience que cet ambitieux sans scrupule avait eu la cynique impudence d'étaler à nos yeux, n'était qu'un vulgaire drame d'intérêt. Les braves gens de Brazzaville, trompés jusqu'au bout, n'y avaient vu que du feu. Ils ignoraient d'ailleurs, pour la plupart, les compromissions antérieures de M. Boisson et son ambition malade et démesurée.

Le 19 juillet. M. Boisson faisait ses adieux à ses administrés. Son dernier discours fut celui d'un mégalomane de l'autorité. Il considérait, à ce moment-là, la partie comme gagnée, puisqu'il occuperait dans quelques jours le fauteuil envié de Haut-Commissaire à Dakar. Il ne faisait plus de sentiment. Il commandait tout simplement. Mais c'est alors qu'il commit sa première grosse faute : aux Français qui l'écoutaient navrés ou la rage au cœur, il ne parla que de ravitaillement. On attendait de lui les mots qui justifieraient son attitude ; il nous entretint des stocks d'épicerie qu'on était en train de mettre à terre à Pointe-Noire. Ces Français qu'il avait abusés, bernés depuis le début, ces Français qui ne l'avaient pas jeté hors de l'A. E. F. parce qu'ils avaient cru jusqu'au bout en lui, en son

patriotisme, en son honnêteté, n'étaient plus pour lui que de méprisables consommateurs. Cette allocution est connue à Brazzaville sous le nom de « discours aux tubes digestifs ».

A M. Boisson succédait le général Husson.

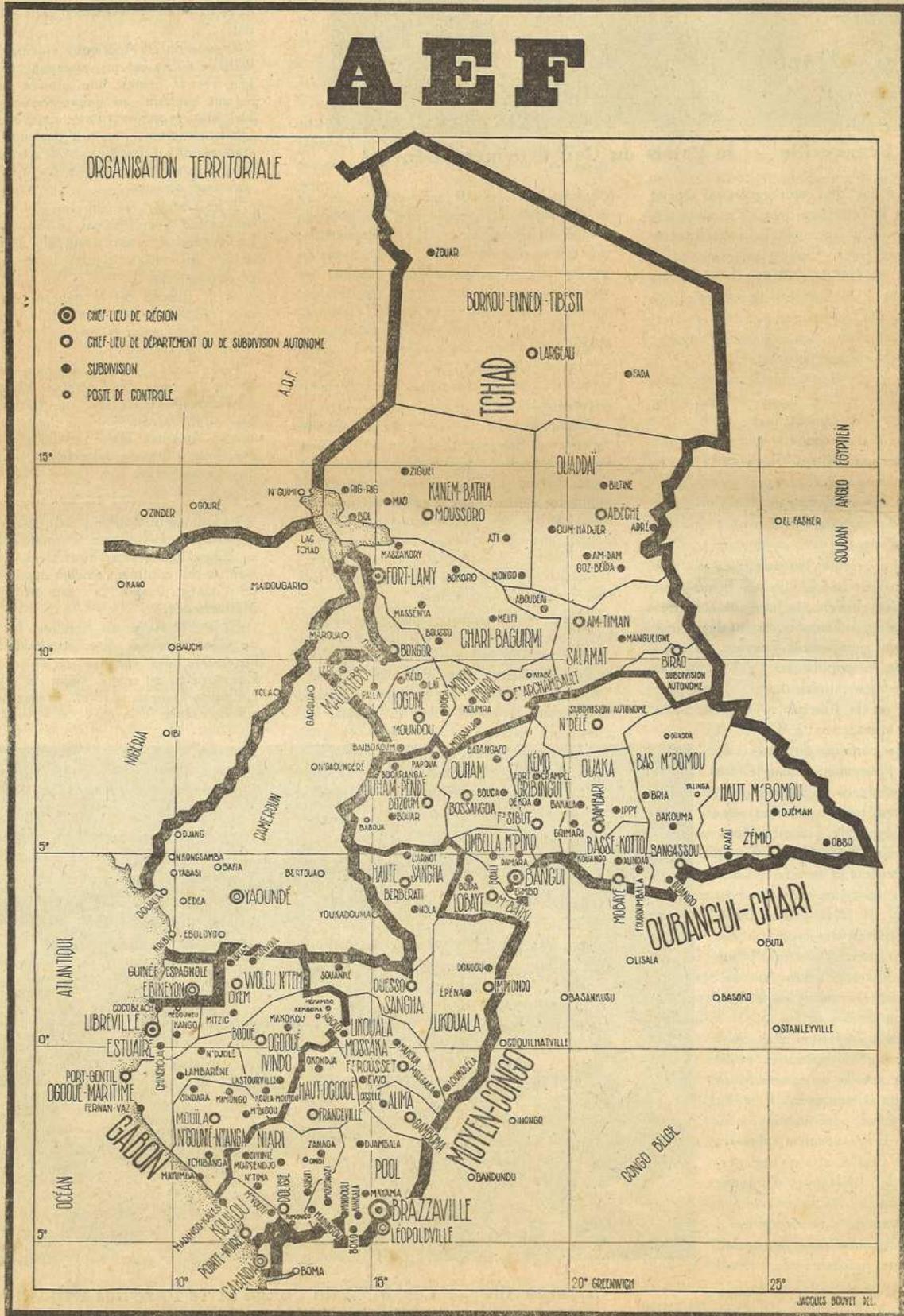
Le nouveau Gouverneur général, brave homme que grisait cette nomination, était encore, lorsqu'il prit ses fonctions, sous la désagréable impression des huées et des

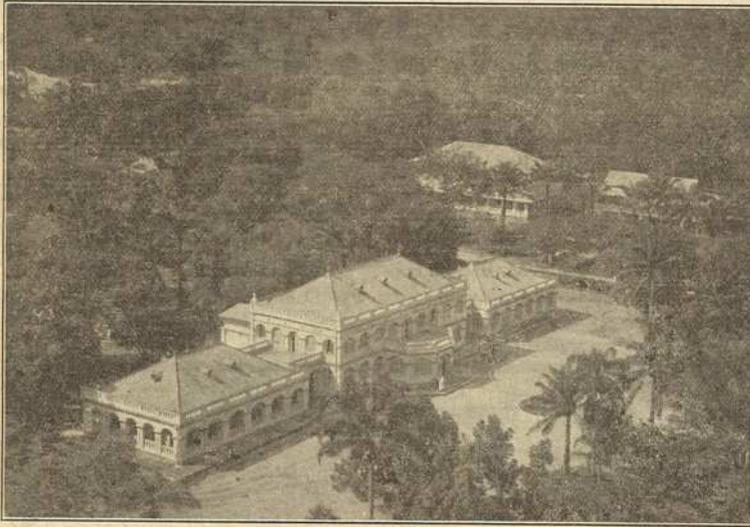
coups de sifflet dont la population de Bangui avait salué M. Boisson lors de son passage en cette ville, en route pour Dakar. Ses hésitations, son attitude du début, empreinte de patriotisme, firent espérer un moment qu'il donnerait suite au désir de ralliement manifesté par la majeure partie de la population. Il n'en fut rien. Le général Husson, d'ament chapitré par M. Boisson, avait complètement changé sa ligne de conduite. M. Boisson qui s'y connaissait en hommes, tout au moins en

hommes taillés sur son modèle, l'avait acquis à sa cause en le faisant nommer Gouverneur Général. « Je savais, disait ce vieux soldat, que j'avais l'étoffe d'un divisionnaire, mais je ne croyais pas devenir un jour gouverneur général! ».

Les partisans du général de Gaulle comprirent alors que l'attitude de leur nouveau chef ne laissait aucun espoir et qu'il fallait agir.

Dans le même temps parvenaient du Came-





Brazzaville — le Palais du Gouvernement Général

roun les échos de l'exaspération qui régnait dans tout le Territoire depuis l'annonce des Armistices. On apprenait les efforts tentés par le gouverneur Brunot pour obtenir un ralliement général des colonies de l'Afrique Equatoriale à la France Libre. Les esprits s'échauffaient dangereusement. Des groupes se formaient dans tous les milieux et commençaient leur action patriotique.

C'est à cette époque que le contre-amiral Platon nous gratifia d'une visite. Venu incognito, il repartit sans tambour ni trompettes ayant compris qu'il valait mieux pour lui ne pas insister. Il n'avait vu que le général Husson et quelques personnes de son entourage. Nous n'avons gardé de lui que le souvenir d'épaulettes d'or passant en trombe, au fond d'une conduite intérieure.

Afin de concrétiser les aspirations de tous et de donner de la cohésion aux divers groupes désirant continuer la lutte aux côtés des Alliés, quelques Français résolurent de créer un groupement pouvant rallier la majorité de la population. Le 8 Août eût lieu la première réunion de la "Ligue pour l'Honneur et la Liberté". Ce groupement contribua efficacement à dénombrier les Français partisans du général de Gaulle et à coordonner leurs efforts en vue des événements à venir.

Les premières aspirations des divers groupes de Français libres partisans du Général de Gaulle étaient d'amener le général Husson à décider lui-même le ralliement de l'A. E. F. à la France Libre, entreprise qui s'avéra impossible dès les premiers jours. Le général Husson interdisait d'avance toute association ou ligue et menaçait les patriotes de rieurs de la Loi.

Cependant l'agitation allait croissant. Plusieurs fonctionnaires et directeurs de maisons de commerce se mettaient en rapport avec divers éléments militaires pour établir un plan d'action ; ils intervenaient auprès du général de Gaulle afin qu'une personnalité fut déléguée d'urgence pour prendre la tête du mouvement.

Les événements se précipitaient. Vers la mi-août, la nouvelle circulait de la venue prochaine du colonel

de Larminat. Le 19 août celui-ci arrivait et s'installait à Léopoldville, capitale du Congo Belge, située en face de Brazzaville, sur l'autre rive du Congo. Les partisans du général de Gaulle entraient aussitôt en rapport avec lui. La propagande devint chaque jour plus active auprès de la population. Malgré l'obstruction du Gouverneur Général, les tracts du colonel de Larminat circulèrent largement. Nous dirons quelque jour de quelle pittoresque façon ils nous parvenaient.

Quelques jours passèrent. Les autorités vichystes de Brazzaville prenaient les premières mesures de police : des mutations de fonctionnaires furent décidées, quelques poursuites judiciaires engagées ; un bataillon de tirailleurs Saras peu sûrs devait s'embarquer pour l'Oubangui aux fins de démobilisation. Mais un mot d'ordre circulait parmi les gaullistes : "Attendez, patientez ! le ralliement du Tchad sera le signal du mouvement".

Et le 27 Août au matin, la grande nouvelle ! Nous étions quelques uns dans le bureau d'un de nos bons amis quand un de nos chefs, l'un des meilleurs, s'encadra dans la porte : "Messieurs, dit-il, grave et un peu oppressé, le Tchad s'est rallié hier au général de

Gaulle ! Le cœur nous sautait dans la gorge... Il continuait : "le colonel de Larminat a demandé une entrevue au général Husson qui a refusé. La troupe occupe la ville. Attendons".

Le jour même, les communications avec le Congo Belge étaient interrompues ; des troupes étaient disposées sur tous les points stratégiques et tout le long de la rive du Stanley-Pool, ce qui n'empêcha pas le dernier paquet de tracts de passer et d'être distribué aussitôt.

Parlant le même jour au micro, le général Husson annonçait qu'il n'avait pas l'intention de se rallier au général de Gaulle. Il soulignait qu'il restait le chef de la colonie et ne traiterait pas avec des gens sans mandat.

L'aube du 28 Août nous apporta la nouvelle du ralliement du Congo Belge. Le même jour, vers 10 heures, une grande animation régnait soudain au gouvernement général. Des voitures entraient et sortaient en trombe. Quelques instants plus tard plusieurs camions apportaient un détachement de garde régionale en armes et les grilles du Palais se fermaient sur eux.

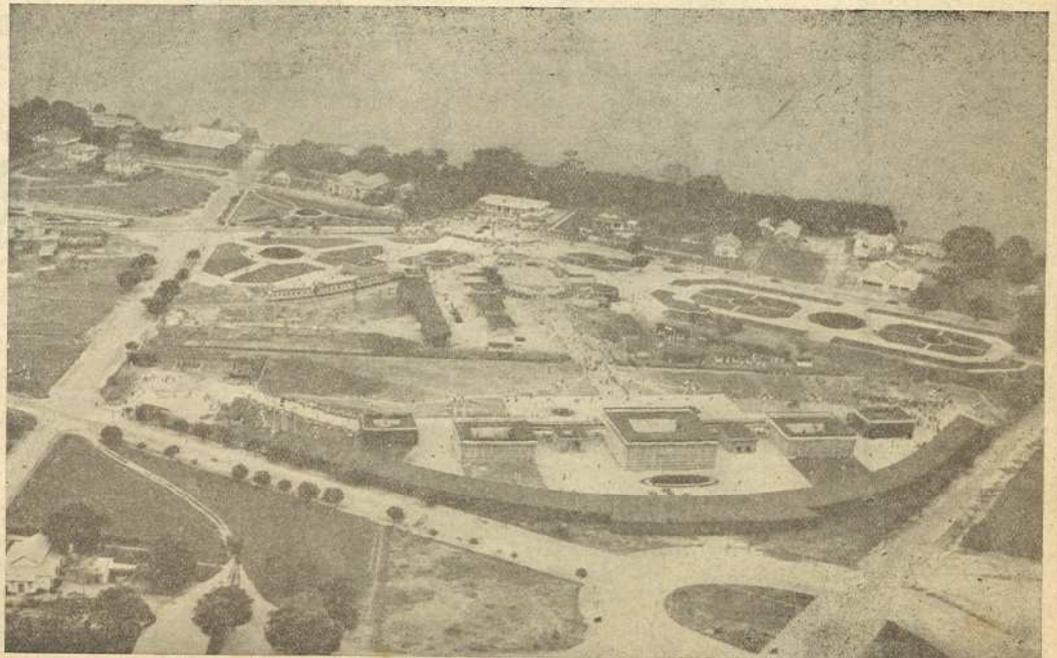
L'Etat-Major venait, en effet, d'être occupé sans coup férir par la troupe gaulliste. Le général Husson avait fait appel à tout ce qui lui restait comme force armée : la garde régionale !

A 12 heures 30, le général était arrêté, sans incident et conduit aussitôt au Congo Belge pour y être embarqué à destination de Lisbonne.

Enfin vers 15 heures une vedette battant pavillon à croix de Lorraine ramenait de Léopoldville, le colonel de Larminat qui faisait une entrée triomphale dans Brazzaville, encore sous les armes et qui n'avait payé d'aucune goutte de sang la joie de se sentir de nouveau libre.

La journée du 28 Août marquait le ralliement de tout l'Afrique Equatoriale à la France Libre. Elle assurait aux Forces Alliées la maîtrise du continent africain depuis le golfe de Guinée jusqu'à la mer Rouge et la Méditerranée.

Et le 29 Août, de Londres le général de Gaulle pouvait dire au monde : "tout l'ensemble des colonies de notre Afrique Equatoriale est rentré dans la guerre.. L'Empire Français se lève.. France nouvelle, grande France en avant !". » I. D.



Brazzaville — Les bord du Congo et le Parc des Expositions